

L'urgence : « Ouvrir des perspectives !

Avec cette année 2017 qui se termine, nous assistons, ces derniers jours à une vaste opération de communication de la part du « président des riches ». Après la fête de « Chambord », il déambule dans le palais de l'Élysée avec un serviteur zélé, dépêché par France 2 pour jouer les cireurs de pompes. Puis, à 19 mois des élections européennes, on nous gratifie d'un sondage où les européistes d'En marche l'emporteraient largement devant les nationalistes....avec le FN en seconde position. Tout y est, sauf que d'ici 2019, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts. Et en apothéose voilà qu'on annonce aujourd'hui une cote de popularité en forte hausse, tant pour Macron que pour son premier ministre. On oubliera de préciser, comme par hasard, que cette « montée en flèche » est due, pour l'essentiel, à ceux, qui à droite se reconnaissent totalement dans les choix mis en œuvre. N'est-ce pas un éditorialiste du Figaro qui indiquait que la droite avait maintenant le choix entre Wauquiez et Macron ? Alors faut-il y voir, après le vote des ordonnances, une tentative de nourrir une certaine désespérance chez celles et ceux qui ont à souffrir de ces politiques régressives ?

Il m'apparaît important de s'y arrêter. Pour ma part je ne fais pas partie de ceux qui constateraient, sans aller plus loin dans l'analyse de la période politique complexe et contradictoire, que Macron marque un point, voire plusieurs. En tout premier lieu, disons-le beaucoup plus fort et plus clairement : **MACRON MET EN PLACE UN PROJET DE SOCIÉTÉ COHÉRENT AU SERVICE DU CAPITALISME FINANCIER, AVEC LE SOUTIEN DES MILIEUX D'AFFAIRES.** Il l'a dit, dimanche soir : « j'ai mis en œuvre des réformes, qu'aucun autre, avant moi, n'avait eu le courage de faire ». Ce n'est donc pas simplement de la poursuite des politiques mises en œuvre par ses deux prédécesseurs dont il est question. Il y a une profonde unité dans le programme ambitieux du couple Macron/Philippe. Code du travail, baisse de l'ISF, remise en cause du financement solidaire de la Sécurité sociale, mise en cause des services publics, privatisations, abandon des fleurons industriels, attaque en règle contre les collectivités territoriales avec la remise en cause de l'article 72 de la constitution, casse du logement social et du statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite....La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place à la libération. « Adieu 1945 et défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance », comme le clamait Denis Keesler, en 2007. **POUR MACRON CELA S'APPELLE, EN FINIR AVEC « LE MONDE D'HIER ».** Bien évidemment ces choix sont inséparables de la recomposition dont l'objectif est de détruire l'ancien paysage politique pour en construire un nouveau réunissant une partie de la droite et socio-libéraux.

Ainsi, nous assistons à un aiguïsement sans précédent du combat de classes. Le pouvoir avance et mène une intense bataille idéologique. Alors, Macron et les siens auraient-ils partie gagnée ? Sans sous-estimer la dureté du combat, je ne le pense pas. Que la droite se retrouve dans ces politiques, quoi d'étonnant ? Mais, et c'est une évidence, Macron n'a pas de majorité populaire pour soutenir sa politique. Hier, au-dessus des « partis », le voilà aujourd'hui affublé du titre de « Président des riches », dont il n'est pas prêt de se défaire. L'approbation des ordonnances par l'Assemblée nationale ne fait pas disparaître pour autant les 60% de nos concitoyens qui s'y opposent et qui pensent qu'ils sont les « perdants » de la politique de Macron. Les salariés n'ont pas renoncé dans leur ensemble à en découdre. Dans les entreprises, on se mobilise pour des augmentations de salaires, pour l'emploi, pour l'amélioration des conditions de travail à HOLIDAY IN, dans le groupe ALIAXIS, à CASTORAMA, eu MCDO dans l'Aveyron. À France Télévisions, la CGT, FO et le SNJ sont vent debout contre la purge et le dynamitage de l'audiovisuel. Collectifs citoyens et associations s'unissent progressivement pour faire face à la réforme inhumaine du gouvernement sur l'immigration. On évoque ici où là quelques craquements chez certains députés d'En marche sur ce sujet. Bref, dans cette période d'instabilité politique, le pire serait de ne pas prendre en compte une contestation multiforme des politiques de Macron, des colères qu'elles suscitent et des exigences nouvelles qu'elles portent. Et comment pourrions-nous nourrir ces luttes sans ouvrir de perspectives, sans initiatives s'inscrivant dans la construction de solutions cohérentes et alternatives. C'est naturellement là que le bât blesse. Pour l'heure, cette perspective ne prend pas forme à gauche. Et ce n'est pas en se proclamant seule force d'opposition, ou en refusant tout contact avec les autres forces de la gauche de transformation, comme le fait la FI, que nous créerons les conditions d'un rassemblement pourtant nécessaire pour faire

front ensemble et travailler à des solutions convergentes. Nos concitoyens aspirent à cette union, à ce rassemblement riche de sa diversité et respectueux de chacune des forces qui le compose. Il nous faut y répondre. C'EST POURQUOI, JE CONSIDÈRE COMME ESSENTIELLE L'ORGANISATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL, INITIÉE PAR LES COMMUNISTES, AVEC LE PREMIER RENDEZ-VOUS DU 3 FÉVRIER. L'objectif est de mettre à disposition des salariés en lutte, des syndicalistes, des élu-e-s, des actrices et des acteurs de la vie associative un lieu pour confronter les points de vue, de décider si possible les moyens de faire front ensemble et de commencer à travailler des solutions alternatives. En assurer le succès, en s'ouvrant largement au monde du travail et de la création pour faire évoluer la situation en faveur dans le sens des intérêts populaires. C'est ainsi que les communistes entreront de plein pied dans la préparation de leur congrès extraordinaire qui se doit d'être marquant, à un moment où le combat communiste, n'a jamais été autant d'actualité. C'est dire si l'année 2018 sera une année qui va compter.